

Manifestations contre la vie chère dans plusieurs villes du Burkina Faso

OUAGADOUGOU (AFP) - Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestaient dans le calme samedi dans plusieurs villes du Burkina Faso à l'appel d'organisations syndicales pour protester notamment contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés.



Des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Ouagadougou le 15 mars 2008 (© AFP - Ahmed Ouaba)

Les défilés ont débuté vers 8H00 locales (et GMT) à Ouagadougou, Bobo Dioulasso (ouest), Ouahigouya (nord), Fada (est), N'Gourma (est), Kaya et Dori (nord), ont rapporté des habitants à l'AFP.

Les marches, autorisées par les autorités se poursuivaient dans le calme et sous le contrôle d'importants dispositifs policiers déployés dans toutes ces villes, apaisant des craintes de troubles nées des actes de vandalisme intervenus le 28 février à Ouagadougou lors d'une précédente marche.

Dans la capitale, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé en scandant des slogans tels que: "Non à la vie chère!", "A bas les corrompus!", "justice corrompue!", ou "Vive l'intégrité!".

Ces derniers appelaient également à libérer Thibault Nana, leader d'un petit parti d'opposition condamné le 12 mars à trois ans pour avoir initié des "manifestations illicites" émaillées de violences le 28 février à Ouagadougou.

Quarante-quatre autres manifestants ont par ailleurs été condamnées à un an de prison le même jour.

Ces "marches-meetings" sont organisés par la "Coalition nationale contre la vie chère", récemment créée autour de six centrales syndicales, d'une quinzaine de syndicats autonomes et d'autant d'associations de la société civile, qui attribuent la flambée des prix de première nécessité à l'"indifférence" du régime.

Vendredi, Laurent Ouédraogo, porte-parole de la coalition, avait appelé la population à " manifester pacifiquement", refusant tout recours à la violence comme moyen de pression.

La Coalition réclame notamment le relèvement de 25% des salaires et des pensions des travailleurs du secteur public et du privé, la réduction "effective et significative" des prix des produits de consommation courante et leur contrôle, le relèvement des bourses des étudiants, la hausse du prix d'achat du coton, la baisse des prix des intrants agricoles et la construction d'infrastructures scolaires et universitaires "suffisantes".

Sur le plan judiciaire, la Coalition réclame la réouverture du dossier Norbert Zongo journaliste assassiné en 1998 dans des conditions jamais élucidées et qui enquêtait sur l'assassinat du chauffeur de François Compaoré, frère cadet du président burkinabè Blaise Compaoré.

Plusieurs partis politiques de l'opposition s'étaient joints vendredi à ces revendications en appelant leurs partisans à participer aux marches de samedi.